

UN Capital Development Fund

Préparer

les marchés pionniers et de dernier kilomètre
à l'investissement

Membre de

Atténuer les risques des investissements dans les marchés pionniers et de dernier kilomètre

Créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, le Fonds d'équipement des Nations Unies ou United Nations Capital Development Fund (UNCDF) a pour but singulier de favoriser le développement là où cela est le plus difficile et le plus nécessaire, c'est-à-dire dans les marchés les plus mal desservis au monde.

En tant qu'entité des Nations Unies dotée d'un mandat en matière de financement, l'UNCDF occupe une position unique dans l'écosystème du financement du développement. Conçue pour opérer sans notation de crédit, notre organisation peut déployer ses activités dans des environnements à haut risque que d'autres acteurs préfèrent éviter. Cette conception nous donne la flexibilité d'absorber plus de risques que les banques multilatérales de développement (BMD), tout en servant de partenaire d'atténuation des risques hors bilan pour les gouvernements et les principales institutions de financement du développement (IFD).

Nous travaillons là où les financements traditionnels ne circulent pas : dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les contextes fragiles, où les obstacles à l'investissement public et privé sont les plus élevés et où les besoins de financement sont les plus urgents.

L'UNCDF déploie une série d'instruments catalytiques, notamment des garanties financées par des subventions, des prêts concessionnels et des paiements basés sur la performance, afin de débloquent les capitaux nationaux et d'attirer les investissements privés. Cependant, notre action va au-delà des transactions. Nous catalysons le développement des marchés locaux, renforçons les systèmes de gestion des finances publiques et construisons des écosystèmes financiers favorables à des investissements durables et de long terme, alignés sur les objectifs de développement durable.

Ce faisant, nous amplifions l'impact du système des Nations Unies et de nos partenaires multilatéraux, non pas en dupliquant leur travail, mais en posant les bases nécessaires pour qu'ils puissent étendre leurs actions.

Préparer les marchés pionniers et de dernier kilomètre à l'investissement

© 2026, United Nations Capital Development Fund (UNCDF). Tous droits réservés dans le monde entier.

Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à :

info@uncdf.org

304 E 45th Street,
New York, États-Unis



Avant-propos du Secrétaire Exécutif

L'architecture mondiale de financement du développement est fondée sur l'hypothèse que les conditions de base nécessaires à la circulation des capitaux privés existent déjà, ou peuvent être rapidement créées grâce à des moyens institutionnels.

Dès lors, une question essentielle se pose : qu'en est-il des marchés où cette hypothèse ne se vérifie pas ? Qu'en est-il des environnements où les risques sont trop élevés, les marchés trop superficiels et les écosystèmes financiers trop fragiles pour absorber des capitaux à grande échelle, même lorsqu'il s'agit de capitaux concessionnels ? Qu'en est-il des pays dont la notation de crédit est inférieure à C, dans lesquels les investissements restent rares ? Selon les analyses de Convergence Blended Finance, seuls 4 % des actifs financiers mondiaux sont investis dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

Garantir des services au premier et au dernier kilomètre

C'est là que le United Nations Capital Development Fund (UNCDF), créé par mandat des États membres en 1966, joue un rôle catalytique et complémentaire. Dans le contexte actuel d'évolution des discussions relatives au financement du développement, l'UNCDF se restructure pour se recentrer sur son mandat initial : couvrir les premier et dernier kilomètres avant de laisser la main aux institutions de financement du développement réglementées et utilisant un système de notation de crédit.

L'UNCDF dispose d'une capacité unique au sein du système des Nations Unies pour déployer une série d'instruments financiers, notamment des garanties, des prêts (aux secteurs privé et public et à un taux d'intérêt nul ou faible) et des subventions. Ces instruments financiers sont associés à des solutions de structuration financière destinées à renforcer les systèmes infranationaux de gestion des finances publiques

et à soutenir le développement du marché des capitaux du secteur privé. Avec cette boîte à outils, l'UNCDF dépasse le champ de l'assistance technique, en déployant activement des capitaux permettant de réduire les risques afin d'attirer des investissements précoces dans les économies les plus vulnérables du monde : les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les contextes fragiles, qui demeurent souvent écartés des flux de capitaux mondiaux.

Il s'agit de marchés reconnus pour leur potentiel, mais dans lesquels les branches concessionnelles des institutions traditionnelles de financement du développement ne s'engagent généralement que lorsqu'un environnement propice a été mis en place. L'approche de l'UNCDF consiste à intervenir plus en amont, en intégrant ces écosystèmes avant qu'ils ne deviennent viables financièrement. En déployant des capitaux catalytiques concessionnels sur les premières pertes, l'UNCDF réduit les risques et favorise les investissements de suivi, que ce soit sous forme de prêts, de subventions ou de garanties.

Financement du « chaînon manquant »

Les instruments déployés sont souvent d'un montant modeste (généralement entre 0,5million et 7 millions de dollars par transaction) mais visent à entraîner un impact bien plus grand. L'accent n'est pas mis sur l'échelle, mais sur la réassurance : il s'agit d'apporter une preuve de viabilité sur des marchés sur lesquels d'autres ont buté ou desquels ils se sont retirés. Les capitaux déployés permettent de combler un fossé : ils sont supérieurs aux montants généralement offerts par la microfinance, mais inférieurs au seuil de 20 millions de dollars exigé par la plupart des institutions financières réglementées. En substance, l'UNCDF se concentre sur le financement de ce « chaînon manquant ».

Prenons l'exemple de la mobilisation de capitaux privés. Un large pan du discours mondial autour de l'idée « d'investir des milliards de dollars d'aide publique au développement pour attirer des investissements mille fois supérieurs » néglige les obstacles considérables à l'entrée sur les marchés. L'UNCDF s'efforce de lever ces obstacles en utilisant le levier du financement, mais aussi en cherchant à comprendre et à réduire les risques associés aux modèles financiers et d'infrastructure inclusifs, dans le cadre de partenariats avec des gouvernements locaux, des municipalités, des fintechs et des micro-, petites et moyennes entreprises.

L'UNCDF joue donc un rôle essentiel, en intervenant au stade du pré-investissement et de la pré-viabilité financière.

Là où les institutions financières établies soutiennent les réseaux d'alimentation en énergie et les politiques énergétiques de niveau national, l'UNCDF et ses partenaires des Nations Unies (tels que le Programme des Nations Unies pour le développement) soutiennent des innovateurs hors réseau dans les communautés les plus isolées (« dernier kilomètre »), en testant des modèles de paiement évolutifs. Là où les acteurs financiers traditionnels financent de grands axes logistiques, l'UNCDF aide les petites et moyennes entreprises à utiliser des plateformes de chaîne d'approvisionnement qui permettent de relier les producteurs ruraux à ces grands axes. Là où d'autres en appellent aux gouvernements pour débloquent des capitaux privés, l'UNCDF collabore avec les autorités municipales et les banques locales pour instaurer la confiance et faciliter les transactions locales.

L'UNCDF ne fait pas double emploi, il approfondit ce qui existe. Il connecte. Il prépare.

De la fragilité à la viabilité financière

L'architecture du financement du développement au niveau mondial nécessite d'être à la fois amplifiée et ordonnancée. L'UNCDF joue un rôle essentiel en ce sens, en préparant le terrain sur les marchés négligés et en encourageant les investisseurs à se lancer dans des endroits qu'ils auraient normalement évités.

En cela, l'UNCDF n'est pas un concurrent des institutions financières traditionnelles. Il constitue leur équipe de première ligne, hors bilan, chargée de réduire les risques.

Ensemble, l'UNCDF, le PNUD et d'autres entités du système des Nations Unies peuvent mettre en place un continuum de financement du développement véritablement inclusif aux côtés des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement. Cette approche commence par une prise de risque audacieuse et précoce sur des marchés mal desservis, pour aboutir à des investissements à grande échelle générateurs d'emplois, de stabilité et de croissance durable.

Dans un monde où les capitaux privés ne circulent que lorsque la confiance existe, l'UNCDF contribue à créer cette confiance, un projet à la fois, une communauté à la fois.

Car pour pouvoir bâtir l'avenir, quelqu'un doit d'abord lever les barrières existantes.

Pradeep Kurukulasuriya
Secrétaire Exécutif de l'UNCDF



05 Repenser l'architecture du financement du développement

06 Pourquoi les capitaux privés n'atteignent-ils pas le dernier kilomètre ?

07 Déséquilibre dans l'allocation des ressources

08 Le déficit d'investissement

10 Construire les marchés que les BMD et les IFD pourront développer à grande échelle

14 *Histoire d'impact*
Faire reculer la pollution plastique

16 En bref : qu'est-ce que le financement mixte et comment fonctionne-t-il ?

17 *Histoire d'impact*
Le financement mixte débloque des solutions de stockage frigorifique au Kenya.

18 Au-delà des notations de crédit : comment le financement mixte peut mobiliser les financements nationaux africains au service du développement de l'Afrique

21 *Histoire d'impact*
Créer un écosystème pour les capitaux privés au Nigeria

22 *Histoire d'impact*
Obligation verte de Tanga : mobiliser des capitaux pour l'accès à l'eau en Tanzanie

26 Ouvrir la voie aux financements commerciaux

28 *Histoire d'impact*
Catalyser le premier fonds d'énergie renouvelable du Zimbabwe

29 Amplifier l'impact du système des Nations Unies

30 *Histoire d'impact*
1 million de dollars pour des entreprises favorables aux récifs coralliens en Papouasie–Nouvelle–Guinée

32 Comment nous débloquons les financements

33 Cadre stratégique 2026-2029

34 Découvrez nos partenaires

36 Découvrez l'équipe de direction de l'UNCDF

Table des matières



Cliquez sur chaque élément pour accéder directement à la section correspondante.

Repenser l'architecture du financement du développement

\$2.5-\$4 mille milliards de dollars

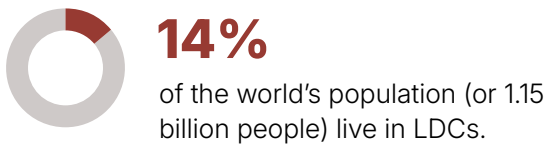
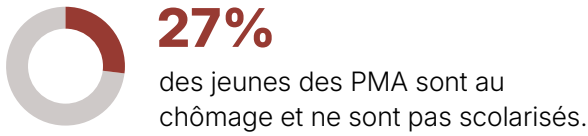
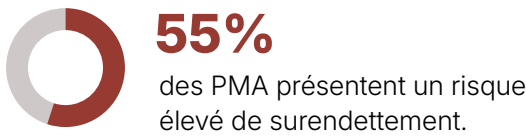
Déficit de financement des objectifs de développement durable dans les pays en développement (par an, jusqu'en 2030)*.



\$246-\$285 milliards de dollars

Déficit de financement dans les pays les moins avancés (PMA) (par an, jusqu'en 2030)*.

Les capitaux ne circulent pas là où ils sont les plus nécessaires



24 Pays les moins avancés et 8 petits États insulaires en développement (PEID) sont reconnus comme des États fragiles et touchés par des conflits.



2x Les pays les moins avancés empruntent à des taux d'intérêt deux fois plus élevés que les pays développés.

**Estimations de l'UNCDF réalisées à partir des données du Fonds monétaire international

Pourquoi les capitaux privés n'atteignent-ils pas le dernier kilomètre ?

Malgré le besoin urgent d'investissements, les capitaux privés restent largement absents de nombreux marchés en développement. Plusieurs défis interdépendants persistent:

- Malgré un marché financier mondial de 482 000 milliards de dollars, seuls 4 % des actifs financiers sont investis dans des pays éligibles à l'aide publique au développement.
- La majorité des investisseurs considèrent que les pays notés « B » ou « CCC » dépassent les limites de risque fiduciaire et réglementaire.
- Les flux nets de financement mixte s'élèvent en moyenne à moins de 100 milliards de dollars par an, soit à peine 2 % des besoins d'investissement liés aux objectifs de développement durable.
- Il n'existe pas assez de garanties catalytiques fondées sur des subventions pour réduire les risques et attirer les investissements privés.
- Les marchés en développement font l'objet d'une perception de risque élevée et les primes associées aux investissements dans ces marchés sont donc élevées également.
- Les pipelines d'investissement sont sous-développés, en particulier pour les projets en phase de démarrage et à petite échelle.
- Les coûts de transaction élevés dissuadent les investisseurs privés de s'engager dans des opérations modestes ou fragmentées.
- Des difficultés persistantes entravent la mise en place de partenariats et l'alignement des parties prenantes dans les environnements à haut risque.
- Les marchés financiers nationaux encore balbutiants manquent de profondeur et de liquidités pour encourager des flux d'investissement durables.
- Les environnements juridiques et politiques instables entravent la confiance des investisseurs et la planification à long terme.
- Il existe un déficit de financement du « chaînon manquant », c'est-à-dire les entreprises et les projets trop importants pour la microfinance mais trop modestes considérés comme trop risqués pour les banques commerciales ou les investisseurs institutionnels.

En l'absence d'interventions ciblées pour remédier à ces contraintes, les flux de capitaux continueront de contourner les contextes où ils sont les plus nécessaires. Voilà pourquoi les capacités de financement catalytique et les solutions de financement mixte de l'UNCDF sont essentielles.



Déséquilibre dans l'allocation des ressources: le financement du développement n'atteint pas marchés qui en ont le plus besoin

Au cours des dix dernières années, les banques multilatérales de développement et les fonds spécialisés ont investi un total de 1 100 milliards de dollars dans les économies en développement. Selon le rapport sur le financement du développement, cet investissement, bien que substantiel, reste insuffisant, puisqu'il existe un déficit de financement estimé à 2 500 milliards de dollars par an au niveau mondial.

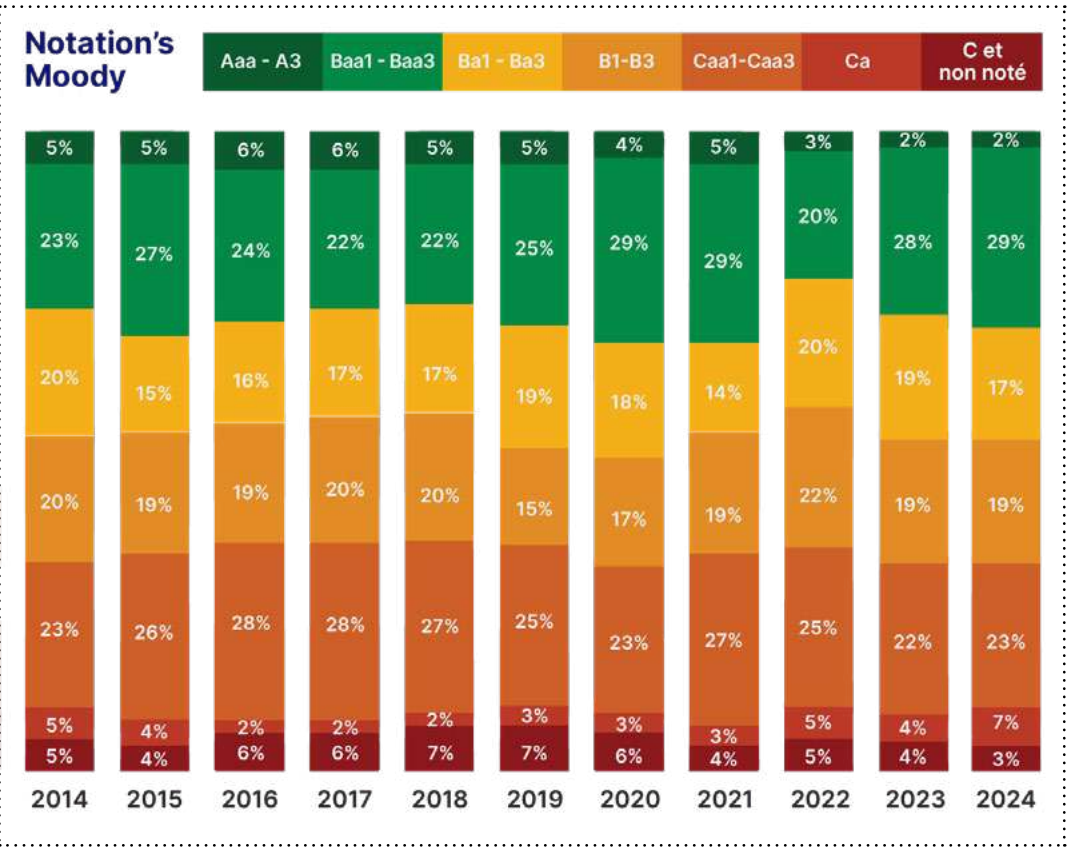
Environ un tiers des investissements dédiés, ciblaient des pays dont la notation de crédit était égale ou inférieure à Caa1, les deux tiers restants visant des pays dont la notation était égale ou supérieure à B3.

Cette répartition est restée stable au cours des dix dernières années, ce qui indique que les stratégies d'investissement ont peu évolué.

Sur les 1 100 milliards de dollars investis, seuls 17 % ont été directement alloués aux pays les moins avancés (principalement par l'Association internationale de développement), à peine 2,5 % aux petits États insulaires en développement et 11,7 % aux États fragiles. On constate notamment que l'aide publique au développement (APD) accordée à ces pays l'est plus souvent sous forme de subventions que sous la forme de prêts et d'investissements concessionnels.

1 300 milliards de dollars

engagements bruts
de 12 banques multilatérales de développement et fonds spécialisés (2013-2022).

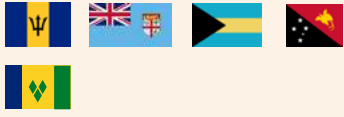


De nombreux PMA et PEID ne reçoivent qu'une petite fraction des sommes engagées par les banques multilatérales de développement et les fonds spécialisés.

Ce graphique comptabilise les investissements de douze institutions : dix BMD (la BAsD, la BAD, la BERD, la BEI, la BID, la BIRD, l'IDA, la SFI et la BID) et deux fonds spécialisés (GCF et FIDA). Il comptabilise les prêts d'APD, autres flux officiels et capitaux propres de ces institutions dans différents pays.

Déficit d'investissement:
quand le risque perçu
est élevé, les flux
financiers sont faibles

En tant qu'organisation de développement et de financement sans notation de crédit, l'UNCDF occupe une position unique qui lui permet de prendre des risques plus élevés que les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement. Cette flexibilité fait actuellement défaut, alors qu'elle est urgemment nécessaire pour augmenter le capital investi dans les pays en développement et dans d'autres contextes fragiles.

Notation Moody's	Probabilité de défaut attendue	Petits États insulaires en développement (PEID)	Pays les moins avancés (PMA)
Aaa - A3	<0.05%		
Baa1 - Baa3	0.05% - 0.3%		
Ba1 - Ba3	0.3% - 1.5%		
B1-B3	1.5% - 8%		
Caa1-Caa3	8% - 20%		
Ca	20% - 60%		
C et non noté	>60%		 

Exposition des banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement



Les activités de l'UNCDF se concentrent sur les **marchés pionniers et à haut risque** qui sont difficiles d'accès pour les BMD et les IFD

Construire les marchés que les BMD et les IFD pourront financer à grande échelle

Les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions de financement du développement (IFD) jouent un rôle essentiel dans le financement du développement à grande échelle. Mais dans nombre des marchés où les besoins en financement du développement sont les plus importants, le passage à l'échelle ne peut constituer le point de départ.

En particulier dans les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les contextes fragiles ou touchés par les conflits, les opportunités à fort impact existent souvent avant que les conditions nécessaires pour mobiliser des financements à grande échelle ne soient réunies. Elles sont souvent trop précoces, de trop petite taille, trop risquées ou trop complexes pour que les grands bailleurs interviennent en premier. Les institutions locales ne disposent pas toujours de la solidité financière, du portefeuille de projets, des garanties, des données ou des antécédents de performance nécessaires pour attirer des capitaux.

Les risques sont bien réels, mais ils sont souvent mal structurés ou insuffisamment partagés.

L'UNCDF intervient à ce stade précoce du continuum du financement du développement. En assumant les premières pertes (first loss) et les risques précommerciaux, l'UNCDF contribue à rendre les marchés accessibles aux BMD, aux IFD et aux investisseurs privés.

L'UNCDF intervient dès les phases de preuve de concept ou de projet pilote afin d'absorber les risques financiers, de créer un effet de démonstration et de consolider les antécédents de performance ainsi que le portefeuille de projets dont les grands financeurs ont besoin pour intervenir à plus grande échelle. Cette approche renforce la durabilité à long terme et l'impact des investissements sur le développement. Elle améliore enfin l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), des populations à faibles revenus, des femmes, des jeunes et des communautés insuffisamment desservies.

C'est la proposition phare de l'UNCDF:
les BMD et les IFD permettent un passage à
échelle une fois que les marchés sont prêts;
UNCDF aide ces marchés à devenir prêts.

Un rôle distinctif sur les marchés où le risque est le plus élevé

Le mandat de l'UNCDF, son positionnement au sein du système des Nations Unies, sa présence dans les pays et son modèle de financement lui permettent d'assumer des niveaux de risque plus élevés dans des marchés souvent difficiles d'accès pour les institutions financières traditionnelles. Les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions de financement du développement (IFD) sont indispensables pour mobiliser des financements à grande échelle, mais elles sont souvent limitées par la taille minimale des opérations, la faible notation souveraine des pays, les contraintes liées à l'allocation du capital et la nécessité de disposer de perspectives de viabilité commerciale plus clairement établies.

L'avantage comparatif de l'UNCDF réside dans sa capacité à intervenir précisément là où ces conditions ne sont pas encore réunies.

Ce modèle opérationnel permet à l'UNCDF de mettre à profit des décennies d'expérience institutionnelle, de relations de confiance avec les gouvernements et d'une connaissance approfondie des marchés dans des pays où les grands financeurs disposent parfois d'une présence opérationnelle limitée. Son identité onusienne constitue également un atout dans les contextes fragiles, où sa neutralité, sa proximité avec les gouvernements et sa présence de longue date sur le terrain facilitent des partenariats qui seraient autrement difficiles à établir.

Les BMD et les IFD interviennent à grande échelle lorsque les marchés sont prêts.
L'UNCDF contribue à les préparer.

Des rôles complémentaires à travers le spectre du financement du développement

Dimension	UNCDF	BMD	IFD
Stade d'intervention sur le marché	Création de marchés (market-builder) Précommercial	Financement quasi commercial et financement souverain	Marchés commerciaux et propices à l'investissement
Principale cible d'intervention	Marchés du dernier kilomètre : PMA, PEID et contextes fragiles	Marchés en développement et émergents	Marchés en développement et émergents présentant une viabilité commerciale
Taille minimale des opérations	Petites opérations, grande flexibilité, sans seuil minimum ; les transactions inférieures à 5 millions USD sont viables	Opérations de grande taille : généralement entre 20 et plus de 100 millions USD	Opérations de taille intermédiaire : généralement entre 10 et 50 millions USD
Appui aux politiques publiques	Intégré au mandat	Souvent via un cadre réglementaire de prêt distinct	Limité par les impératifs commerciaux
Appétence au risque	Premières pertes (first loss), précommercial Intégré au mandat	Risque modéré, quasi commercial Généralement assuré par des instruments distincts de financement des politiques publiques	Rendements proches des conditions du marché requis Limité par les impératifs commerciaux

L'avantage comparatif de l'UNCDF réside également dans sa capacité à intervenir tout au long du continuum, depuis les réformes des politiques publiques jusqu'au déploiement des capitaux.

Les banques multilatérales de développement (BMD) sont particulièrement efficaces pour accompagner les réformes en amont, le dialogue avec les États et le financement du développement à grande échelle. Les institutions de financement du développement (IFD), quant à elles, excellent dans le financement commercial, l'investissement dans le secteur privé et le passage à l'échelle. L'UNCDF contribue à combler l'espace entre l'ambition des politiques publiques et des opérations d'investissement bancables.

Pour les bailleurs de fonds et les partenaires, ce rôle se décline sous trois dimensions:

	Ce que fait l'UNCDF	Pourquoi c'est important
Création de marchés	Conçoit et teste de nouveaux instruments financiers sur des marchés où il n'existe encore aucun modèle de référence.	Les BMD exigent généralement que la viabilité ait déjà été démontrée, tandis que les IFD recherchent en règle générale un profil de rentabilité commerciale plus clairement établi.
Architecture des risques	Fournit des garanties de premières pertes (first-loss) et d'autres instruments d'absorption des risques pour couvrir des risques que les investisseurs commerciaux ne sont pas encore en mesure d'évaluer ou de tarifier.	Les IFD utilisent souvent les garanties pour réduire le risque de leur propre porte-feuille et renforcer des opérations proches de la viabilité commerciale ; l'UNCDF les utilise pour solidifier des marchés encore précommerciaux et attirer d'autres investisseurs.
Passerelle entre les politiques publiques et les capitaux	Fait le lien entre les réformes réglementaires et le déploiement d'instruments financiers au sein d'un mandat unique.	Les institutions chargées des politiques publiques et les institutions financières ont souvent besoin d'un acteur intermédiaire capable de transformer les réformes en opérations d'investissement.

L'avantage des garanties

Les instruments de financement mixte de l'UNCDF utilisent des capitaux concessionnels non seulement pour améliorer la viabilité économique de projets proches de la viabilité commerciale, mais aussi pour rendre des marchés viables pour la première fois.

Son modèle de garantie est au cœur de cette approche. À mesure que les portefeuilles produisent des résultats, l'UNCDF peut réutiliser le capital mobilisé pour les garanties, libérant ainsi des capacités de garantie qui peuvent être redéployées au profit de nouvelles cohortes d'institutions financières, d'entreprises ou de secteurs. Il en résulte un instrument catalytique réutilisable, plutôt qu'une subvention ponctuelle.

Ce modèle contribue également à la soutenabilité budgétaire en réduisant, à mesure que les instruments arrivent à maturité et que les portefeuilles se consolident, le besoin de

contributions additionnelles continues de la part des bailleurs de fonds.

En tant qu'entité du système des Nations Unies, l'UNCDF est en mesure de structurer des mécanismes de garantie qui soutiennent plus largement les programmes des Nations Unies, créant ainsi une architecture de partage des risques permettant de traduire les priorités de développement en opportunités d'investissement.

Dans les marchés à haut risque, cette approche peut se révéler plus efficace que des modèles reposant uniquement sur des subventions ou sur l'assistance technique, en combinant effet de levier, additionnalité et évolution du comportement des institutions financières, tout en réduisant le risque de dépendance aux subventions. Selon la structure de l'instrument, le marché et le portefeuille concernés, l'approche de l'UNCDF en matière de garanties peut permettre de mobiliser des capitaux avec un effet de levier d'environ 4:1.



Impact

Faire reculer la pollution plastique en mobilisant des financements pour une transition juste et à grande échelle

Le Plastics Transition Investment Facility illustre la manière dont le rôle de l'UNCDF en matière de réduction des risques en amont peut s'articuler avec la capacité de financement à grande échelle et l'expertise technique de partenaires de plus grande envergure.

Vue d'ensemble

Développé par l'UNCDF, en partenariat avec le PNUE et la SFI, le Plastics Transition Investment Facility est conçu comme une plateforme mondiale de financement mixte visant à mobiliser des investissements pour lutter contre la pollution plastique et accélérer la transition vers une économie circulaire et durable des plastiques. Il associe des ressources publiques et philanthropiques catalytiques à des financements commerciaux afin de réduire les risques liés à l'innovation, de mobiliser les investissements privés et de soutenir des solutions systémiques tout au long de la chaîne de valeur des plastiques.

Impact

Grâce à des capitaux concessionnels, des garanties et des mécanismes de financement fondés sur les résultats, le mécanisme améliore le profil risque-rendement des projets à fort impact et contribue à mobiliser des capitaux privés aux niveaux local, régional et international

Sa conception couvre l'ensemble du cycle de vie des plastiques, depuis les innovations en amont et les matériaux durables, jusqu'aux infrastructures et systèmes de marché favorisant l'économie circulaire, en passant par la gestion des déchets et les solutions de réduction de la pollution en aval.

Partenaires



Chaque partenaire joue un rôle complémentaire.

L'UNCDF apporte des capitaux catalytiques et fait preuve d'une forte tolérance au risque afin de réduire les risques liés aux innovations en phase de démarrage et de soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les contextes fragiles.

La Société financière internationale (SFI) apporte sa capacité à mobiliser des investissements privés de plus grande ampleur au moyen d'instruments de financement mixte, une fois que les opportunités présentent une viabilité commerciale plus affirmée.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) veille à l'ancrage du mécanisme dans les données scientifiques, l'alignement sur les politiques publiques ainsi que le respect des normes environnementales et sociales.

Pour l'UNCDF, ce mécanisme illustre le rôle qu'il joue au sein de l'écosystème plus large du financement du développement :

- Absorber les risques en amont.
- Démontrer la viabilité de modèles d'investissement sur des marchés insuffisamment desservis.
- Contribuer à constituer le portefeuille d'opportunités dont les banques multilatérales de développement (BMD), les institutions de financement du développement (IFD) et les investisseurs commerciaux ont besoin pour intervenir à plus grande échelle.

Comment l'UNCDF complète l'action des BMD et des IFD

Aux côtés des banques multilatérales de développement (BMD), l'UNCDF contribue à créer les conditions de marché nécessaires pour rendre plus efficaces les financements souverains ou sectoriels de grande ampleur. Les BMD peuvent financer les gouvernements à grande échelle. L'UNCDF, quant à lui, contribue à développer les marchés, les portefeuilles de projets et les systèmes financiers locaux qui permettent à ces investissements de produire un impact plus important.

Aux côtés des institutions de financement du développement (IFD), l'UNCDF contribue au développement les emprunteurs, les intermédiaires financiers et les modèles économiques susceptibles de mobiliser, à terme, des financements privés de plus grande ampleur. Lorsqu'une IFD exige un emprunteur présentant une qualité de crédit satisfaisante, l'UNCDF peut contribuer à créer les conditions nécessaires pour qu'il le devienne, grâce à des garanties, une assistance technique, un travail avec les institutions financières locales et un accompagnement dans la structuration des premières opérations.

Auprès des IFD bilatérales et régionales, l'UNCDF apporte un mandat qui ne se limite ni aux opérations de grande taille à vocation commerciale, ni à des priorités bilatérales spécifiques. Son action est centrée sur la création de marchés dans les pays les moins avancés (PMA) et d'autres marchés insuffisamment desservis, y compris dans des pays et des segments que les IFD ne couvrent que de manière sélective.

Pourquoi l'UNCDF est essentiel dans les contextes fragiles et touchés par les conflits

Dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, le rôle de l'UNCDF devient encore plus déterminant. Les institutions financières traditionnelles peuvent être contraintes, pour des raisons juridiques, structurelles ou opérationnelles, de ne pas intervenir ou de cesser leurs activités lorsque les risques augmentent. Fort de son mandat onusien et de sa présence dans les pays, l'UNCDF peut poursuivre son action dans des environnements où la stabilisation précoce des marchés, la liquidité et l'accès aux services financiers sont essentiels

Le modèle de garantie renouvelable est particulièrement adapté à ces contextes. À mesure que les prestataires de

services financiers renforcent leurs capacités, les garanties peuvent être progressivement réduites puis levées, tandis que les ressources ainsi libérées sont redéployées afin de réduire les risques d'une nouvelle cohorte d'institutions financières ou d'entreprises.

Au fil du temps, cette approche crée une trajectoire de réduction des risques qui permet aux marchés de devenir progressivement plus attractifs pour les banques multilatérales de développement (BMD), les institutions de financement du développement (IFD) et les autres investisseurs.

Le rendement catalytique

Le succès de l'UNCDF ne se mesure pas uniquement aux capitaux qu'il déploie directement. Il se mesure également aux marchés qu'il contribue à créer, aux risques qu'il aide à absorber, aux institutions qu'il renforce et aux flux de capitaux supplémentaires qu'il permet de mobiliser.

Lorsque des banques multilatérales de développement (BMD), des institutions de financement du développement (IFD) ou des investisseurs privés interviennent sur un marché où l'UNCDF a contribué à démontrer la viabilité d'un modèle, il ne s'agit pas d'un retrait de l'UNCDF. C'est le rendement catalytique qu'il a précisément été conçu pour générer.

La première obligation verte émise par une collectivité territoriale en Afrique de l'Est a permis de mobiliser 20,8 millions de dollars pour financer des infrastructures hydrauliques durables. L'UNCDF y a contribué à hauteur d'un million de dollars de financement catalytique.





Gros plan :

Qu'est-ce que le financement mixte et quel est son fonctionnement ?

Face à la baisse de l'aide publique au développement dans le monde, nous devons amplifier l'impact de cette aide afin d'attirer les investissements privés et garantir des flux de capitaux vers les marchés à haut risque et mal desservis.

Le financement mixte, un mécanisme de financement innovant pour réduire les risques et mobiliser des capitaux

Qu'est-ce que le financement mixte ?

- Le financement mixte tire parti des capitaux publics et philanthropiques pour mobiliser les investissements du secteur privé.
- En tant qu'institution de développement et de financement sans notation, l'UNCDF a pour mandat de déployer des solutions de financement mixte.
- Nous pouvons tirer parti de nos capacités d'investissement (subventions catalytiques, prêts concessionnels et garanties) pour débloquent les flux de capitaux nationaux et renforcer les systèmes financiers nationaux sur les marchés les plus difficiles.

Développer le financement mixte

- Convergence a recensé 1 223 opérations de financement mixte, pour un total de 231 milliards de dollars d'investissements.
- Le financement mixte pourrait mobiliser plus de 500 milliards de dollars par an, dont plus de 200 milliards de dollars directement mobilisés pour les gouvernements.
- Le développement des outils d'atténuation des risques, en tirant parti des capacités d'investissement d'organisations telles que l'UNCDF, permet de renforcer la confiance et la participation des investisseurs dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.
- Les partenariats stratégiques avec des institutions telles que Convergence permettent d'acquérir des connaissances, des données et des bonnes pratiques afin de développer des solutions à grande échelle.

En partenariat avec



Kenya

Impact

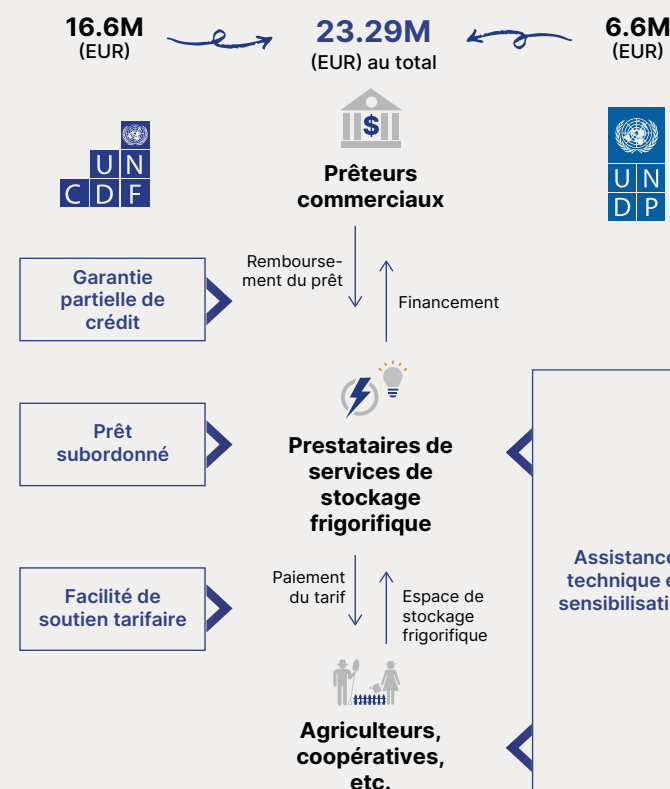
Le financement mixte permet à 60 000 agriculteurs d'accéder à des entrepôts réfrigérés, de réduire les pertes alimentaires et de créer 1 200 emplois

Le PNUD, l'UNCDF et Mitigation Action Facility ont joint leurs forces pour développer des entrepôts frigorifiques à énergie solaire au Kenya, afin de réduire les pertes alimentaires après récolte et de mettre en place une chaîne de valeur agricole durable. Le PNUD dirigera un programme d'assistance technique de 6,7 millions d'euros et l'UNCDF gèrera 16,6 millions d'euros de financement mixte, en proposant des prêts concessionnels, des garanties et des outils de réduction des risques pour attirer les investissements privés. Cette initiative devrait permettre de mobiliser des capitaux privés équivalant à 2,5 fois le montant investi, de créer 1 200 emplois et de venir en aide à 60 000 agriculteurs.

Quels sont les impacts de 40 à 60 % de pertes après récolte ? Défis

- | | |
|-------------------------------|-----------------------------|
| ▪ Accès au marché | ▪ Insécurité alimentaire |
| ▪ Fortes émissions de carbone | ▪ Faibles revenus |
| ▪ Faible qualité | ▪ Coût élevé du capital |
| ▪ Baisse de l'efficacité | ▪ Gaspillage des ressources |

- Accès au financement
- Forte intensité capitalistique
- Accès à l'énergie
- Écosystème peu développé
- Revenus cycliques
- Forte perception du risque
- Connaissances limitées
- Zones rurales



Résultats estimés

- Réduction des pertes après récolte
- Amélioration de l'efficacité
- Mobilisation de capitaux privés à hauteur de 2,5 fois
- 1 200 emplois à créer
- 60 000 petits exploitants agricoles bénéficiaires
- Réduction directe et indirecte des émissions de GES de 4,8 millions et 3,9 millions de tonnes, respectivement

Aligné sur les ODD :





Charulata Singal
Transactional Risk Specialist

Av-delà des notations de crédit: comment le financement mixte peut débloquent des financements nationaux africains pour le développement de l'Afrique

« Le système financier mondial actuel ne fonctionne tout simplement pas pour l'Afrique », a déploré Calver Gatete, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, lors des réunions de printemps 2025 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, exprimant sa frustration quant au fait que seuls 2 des 54 pays africains bénéficient d'une notation financière de bonne qualité (i.e. correspondant à la catégorie « investment grade »), malgré un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars et des économies parmi les plus dynamiques au monde.

Cette observation fait directement écho à ce que nous constatons directement à l'UNCDF : la situation de l'Afrique en matière de notation financière limite les investissements et la croissance économique. Sur les 54 pays africains, seuls 32 bénéficient d'une ou plusieurs notations souveraines de la part des principales agences de notation, et deux d'entre eux seulement ont une notation de qualité. Malheureusement, cette situation a des conséquences financières directes désastreuses pour ces pays : les nations africaines paient généralement des taux d'intérêt nettement plus élevés, de l'ordre de 11,6 % en moyenne,

soit 8,5 points de pourcentage de plus que le taux de référence des États-Unis.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont spécifiquement payé 2,1 % de plus en taux d'intérêt nominal que les autres régions entre 2004 et 2021, selon le PNUD (2025).

De nombreux pays les moins avancés (PMA) sont exposés à des niveaux élevés de volatilité dus à des chocs économiques, politiques et climatiques, qui sont tous difficiles à prendre en compte de manière fiable dans les modèles de notation traditionnels, ce qui se traduit généralement par l'attribution de notes de crédit plus faibles.

Sur les 54 pays africains, seuls 32 bénéficient d'une ou plusieurs notations souveraines de la part des principales agences de notation.

Si de nombreux facteurs contribuent au taux d'intérêt qu'un pays paie pour sa dette, il ne fait aucun doute que les notations de crédit influent sur ce taux de manière significative. Les méthodologies opaques et souvent subjectives utilisées par les agences de notation ont coûté aux pays africains plus de 75 milliards de dollars en paiements d'intérêts supplémentaires et en financements perdus, ce qui représente 80 % des besoins annuels d'investissements destinés aux infrastructures en l'Afrique.

Les notations de crédit ne suffiront pas pour combler le déficit de financement de l'Afrique

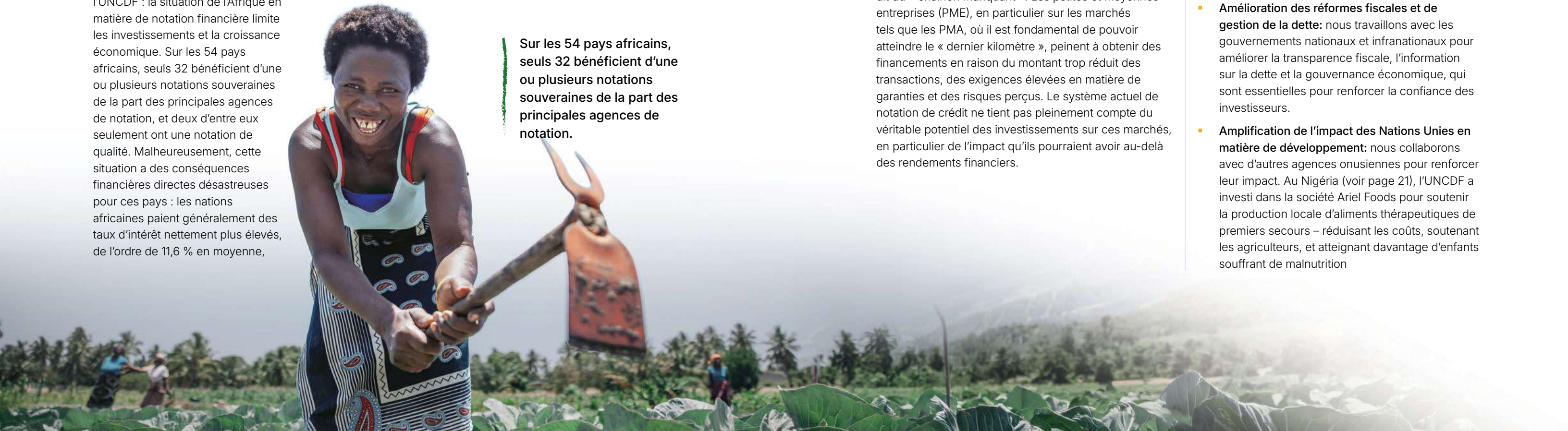
S'il est indispensable de parvenir à mieux évaluer la volatilité et son impact sur les notations de crédit et de rendre ces notations plus précises et plus transparentes, ces mesures ne suffiront pas pour combler le déficit de financement de l'Afrique. La réalité est que les investissements ne parviennent tout simplement pas en Afrique à l'échelle nécessaire. Une étude menée par nos partenaires de Convergence (2025), un leader d'opinion mondial en matière de financement mixte, révèle que seuls 4 % des actifs mondiaux sont investis dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (à l'exclusion de la Chine), la majeure partie des actifs demeurant dans les marchés développés.

Les flux financiers sont également entravés par l'enjeu dit du « chaînon manquant ». Les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier sur les marchés tels que les PMA, où il est fondamental de pouvoir atteindre le « dernier kilomètre », peinent à obtenir des financements en raison du montant trop réduit des transactions, des exigences élevées en matière de garanties et des risques perçus. Le système actuel de notation de crédit ne tient pas pleinement compte du véritable potentiel des investissements sur ces marchés, en particulier de l'impact qu'ils pourraient avoir au-delà des rendements financiers.

Parier sur l'audace: la finance à haut risque et à fort impact

À l'UNCDF, nous n'attendons pas que les agences de notation fassent évoluer leurs méthodologies : nous mobilisons activement des capitaux et créons des solutions qui stimulent l'investissement là où il est le plus nécessaire. En tant qu'institution sans notation de crédit dotée d'un mandat unique en matière de capital, nous favorisons l'investissement dans des secteurs à haut risque mais à fort impact, grâce à des solutions de financement mixte qui réduisent les risques des marchés, renforcent les écosystèmes financiers locaux et créent un pipeline d'opportunités d'investissement, grâce aux moyens suivants:

- **Réduction des risques d'investissement et attraction de capitaux (privés):** nous fournissons des capitaux de première perte, des garanties de crédit et des financements concessionnels pour absorber les risques et attirer les investissements privés dans des projets favorables à l'atteinte des ODD.
- **Renforcement des marchés de capitaux locaux:** nous aidons les gouvernements à développer des marchés obligataires nationaux, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard d'une dette extérieure coûteuse et de flux de capitaux étrangers volatils.
- **Amélioration des réformes fiscales et de gestion de la dette:** nous travaillons avec les gouvernements nationaux et infranationaux pour améliorer la transparence fiscale, l'information sur la dette et la gouvernance économique, qui sont essentielles pour renforcer la confiance des investisseurs.
- **Amplification de l'impact des Nations Unies en matière de développement:** nous collaborons avec d'autres agences onusiennes pour renforcer leur impact. Au Nigéria (voir page 21), l'UNCDF a investi dans la société Ariel Foods pour soutenir la production locale d'aliments thérapeutiques de premiers secours – réduisant les coûts, soutenant les agriculteurs, et atteignant davantage d'enfants souffrant de malnutrition



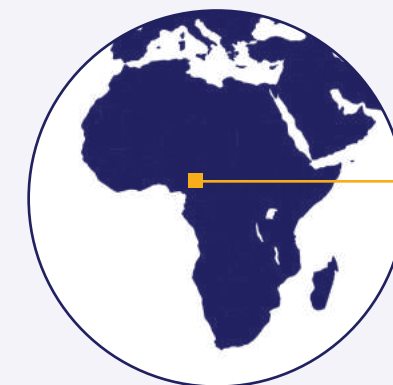
Redéfinir le potentiel d'investissement de l'Afrique selon ses propres termes

En résumé, si les notations de crédit sont utiles pour attirer des capitaux, mais ne constituent pas une solution miracle. Le déficit de financement de l'Afrique nécessite des stratégies complémentaires, telles que le financement mixte, les réformes institutionnelles, les mécanismes de partage des risques et le développement des marchés de capitaux locaux.

Le financement mixte est au cœur de notre stratégie. En combinant de manière stratégique capitaux publics, privés et de développement, nous réduisons les risques perçus et mobilisons des ressources à grande échelle. Notre travail ne consiste pas seulement à mobiliser plus de fonds, mais à créer des écosystèmes d'investissement durables et de long terme qui placent les ressources financières africaines au centre du développement de l'Afrique.

Le système actuel de notation de crédit pénalise l'Afrique. Bien que sa réforme soit importante, nous devons nous concentrer sur ce que nous pouvons maîtriser: déployer des solutions de financement mixte qui réduisent les risques, débloquent des capitaux et bâtissent des écosystèmes financiers résilients.

Telle est la mission que s'est fixée l'UNCDF. Nous collaborons avec les gouvernements, les partenaires de développement et le secteur privé pour créer des marchés prêts à l'investissement et mobiliser les capitaux là où ils sont le plus nécessaires. Il est temps de dépasser les anciens modèles et de redéfinir le potentiel d'investissement de l'Afrique selon ses propres termes. .



📍 Nigéria

Impact

Créer un écosystème pour que les capitaux privés financent les priorités nationales de développement

Dans le cadre du Child Nutrition Fund, l'UNCDF s'est associé au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et a investi 2,5 millions de dollars dans la société nigériane Ariel Foods FZE.

Le prêt concessionnel de l'UNCDF sera destiné à l'installation sur place d'équipements de transformation des aliments, ce qui ouvrira des perspectives aux petits exploitants agricoles locaux, réduira la dépendance à l'égard des importations et placera les produits africains au centre de la lutte contre la malnutrition infantile.

unicef 
for every child





Tanzanie

Étude de cas

Les obligations vertes en faveur de Tanga:
mobiliser des capitaux pour garantir
l'accès à l'eau en Tanzanie

Tanga est une ville côtière du nord-est de la Tanzanie qui compte plus de 450 000 habitants. Connue pour sa situation stratégique au bord de l'océan Indien et son potentiel économique croissant, la ville a longtemps été confrontée à des difficultés d'accès à l'eau, dues à des infrastructures vieillissantes, une couverture limitée et des ruptures d'approvisionnement. Bien que la ville soit l'un des principaux centres urbains de Tanzanie, sa capacité à investir dans des systèmes durables d'approvisionnement en eau a été limitée par des ressources publiques restreintes et un manque d'accès à des capitaux nationaux à long terme.

Innovation financière : une première pour la Tanzanie et l'Afrique de l'est

En 2024, le Tanga Water Infrastructure Green Bond (obligation verte pour l'approvisionnement en eau de Tanga) est devenu la première émission d'obligations vertes mise en place au niveau infranational en Tanzanie et l'un des premiers produits de ce type en Afrique subsaharienne. Émise par la Tanga Urban Water Supply and Sanitation Authority (Tanga UWASA), cette obligation a permis de lever l'équivalent de 20,8 millions de dollars américains en monnaie locale auprès d'investisseurs tanzaniens.

L'obligation a été cotée à la fois à la Bourse de Dar es Salaam et à la Bourse verte du Luxembourg. Elle a satisfait aux normes de cotation internationales sans garantie souveraine, ce qui prouve que les entités infranationales des marchés en développement peuvent satisfaire aux critères des marchés de capitaux mondiaux et qu'elles sont prêtes à accueillir des investisseurs internationaux.



Au-delà de leur visée financière, les obligations émises en faveur de Tanga visaient à accroître la visibilité du marché national des capitaux en pleine croissance de la Tanzanie et à démontrer que les institutions publiques locales des pays en développement peuvent obtenir des capitaux privés pour fournir des services de base.

Débloquer les investissements nationaux

Ce type de transaction n'avait jamais été mis en place auparavant en Tanzanie. Les entités publiques infranationales ne disposaient ni de l'expertise ni des systèmes de soutien nécessaires pour structurer des opérations crédibles et viables financièrement, et les investisseurs nationaux étaient frileux à l'idée d'octroyer des prêts à des autorités municipales. L'UNCDF est intervenu pour combler ce fossé. Pendant deux ans, l'UNCDF a joué le rôle de conseiller technique et financier. L'organisation a soutenu la structuration complète de l'obligation, fourni des conseils en matière d'atténuation des risques et contribué à la mise en place de systèmes de gouvernance conformes aux normes internationales.

Nous avons également fourni un financement catalytique sous la forme d'une subvention d'un million de dollars américains (dans le cadre de notre fonds fiduciaire Dernier kilomètre Finance) afin de contribuer à absorber les risques initiaux et à favoriser des investissements. Au final, l'obligation a été sursouscrite à 103 %. Sur le total des fonds levés, 65 % proviennent d'investisseurs nationaux, tels que des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des gestionnaires de fonds et des institutions financières. Le reste provient du public, y compris des membres de la diaspora et des propriétaires de petites entreprises. Le ratio d'endettement qui en résulte est de 1:20.

Transformer des vies et créer un précédent

Le Tanga bond a permis de lever des fonds pour financer une expansion majeure des infrastructures en eau de la ville, notamment en augmentant la capacité de production et d'approvisionnement en eau de

45 000 à 60 000 mètres cubes par jour, en étendant le réseau de distribution d'eau de 60 kilomètres pour raccorder 6 000 nouveaux ménages, en réhabilitant 110 kilomètres de canalisations vétustes afin de réduire les pertes d'eau de 30 à 20 %, en installant 10 000 compteurs prépayés intelligents pour améliorer la facturation et le recouvrement des recettes, et en sécurisant la rivière Zigi et les villages environnants afin de garantir la pérennité de l'approvisionnement en eau. En finançant ces améliorations, l'obligation améliorera la fiabilité et la durabilité des services d'eau potable pour l'ensemble de la population de Tanga. Plus de 26 000 personnes devraient avoir accès à de l'eau propre pour la première fois. Quant aux ménages déjà raccordés, ils bénéficieront d'un approvisionnement plus régulier et plus abordable. L'amélioration des recettes aidera également Tanga UWASA à maintenir ses services à long terme. Les travaux devraient durer 18 mois, après quoi l'impact complet du projet commencera à se faire sentir au cours du cycle de vie de 10 ans de l'obligation.

Un modèle reproductible à grande échelle

Inspirées par le succès des obligations vertes en faveur de Tanga, cinq entités publiques tanzaniennes (la Dar es Salaam Water Utility, la Morogoro Water Utility, la National Food Reserve Authority, le Road Fund Board et la ville de Dar es Salaam) ont officiellement exprimé leur intérêt pour le lancement d'instruments obligataires similaires. Ces prochaines émissions d'obligations, qui devraient permettre de lever environ 153 millions

de dollars au cours des deux prochaines années, couvrent des secteurs de développement clés, tels que l'eau potable et l'assainissement, la sécurité alimentaire, les infrastructures de transport et le développement urbain.

Il est important de noter que le mécanisme testé à Tanga a dépassé le cadre national et fait déjà figure de modèle régional. Profitant de cette dynamique, l'UNCDF élabore actuellement une proposition régionale de collecte de fonds visant à étendre ce modèle innovant à cinq pays d'Afrique de l'est et d'Afrique australe : la Tanzanie, le Kenya, le Malawi, la Zambie et l'Ouganda. Cette expansion régionale témoigne de l'adaptabilité du modèle et de la demande des gouvernements et des institutions, qui recherchent des moyens durables et évolutifs de financer leurs infrastructures critiques. En intégrant le financement catalytique et les instruments fondés sur le marché dans les systèmes de finances publiques, l'UNCDF jette les bases d'une nouvelle forme de financement du développement, pilotée au niveau national, ancrée dans le marché et pertinente au niveau mondial.

Cet effort de reproduction marque un tournant. Il montre qu'une obligation verte unique et bien structurée, conçue avec le bon dosage d'assistance technique, d'innovation financière et de leadership local, peut déclencher un changement systémique.

Le travail de l'UNCDF à Tanga est plus qu'une réussite : c'est le début d'une profonde transformation dans la manière dont les marchés en développement mobilisent des ressources, renforcent leurs institutions publiques et fournissent des services durables à grande échelle.



**Ryno Byleveldt**

Conseiller en gestion de portefeuille d'investissement

Ouvrir la voie aux *financements commerciaux*

Le débat sur le financement du développement a évolué. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de mobiliser davantage de fonds, mais de mieux les mobiliser. La question cruciale qui se pose aujourd'hui est de savoir comment faire en sorte que les capitaux atteignent les personnes et les lieux historiquement négligés, en particulier les pays les moins avancés (PMA), où les besoins en matière de développement sont les plus importants et les risques de marché les plus élevés.

Pour l'UNCDF, la réponse réside dans trois facteurs essentiels : la structure, la rapidité et, surtout, le financement mixte.

L'UNCDF est la seule entité des Nations Unies dotée d'un mandat en matière de capital et de la flexibilité nécessaire pour déployer et mobiliser des capitaux sur des marchés à haut risque encore naissants. L'organisation fournit des financements catalytiques sous forme de subventions, de prêts concessionnels et de garanties aux acteurs des secteurs public et privé. Cette approche ne consiste pas seulement à transférer des capitaux, mais aussi à déverrouiller des systèmes, à renforcer des institutions locales et à créer des pipelines d'investissement susceptibles d'attirer des investisseurs plus importants.

Faire le lien entre les marchés des capitaux mondiaux et les communautés du « dernier kilomètre »

L'UNCDF réaffirme son identité et se positionne non seulement comme un partenaire technique, mais aussi comme un partenaire financier. Cette double identité lui permet de créer des passerelles entre les

marchés de capitaux mondiaux et les communautés du « dernier kilomètre », en travaillant en partenariat étroit avec les organismes des Nations Unies, les gouvernements nationaux, les institutions financières locales et les entrepreneurs.

Au Burkina Faso, par exemple, l'UNCDF a accordé un prêt de 300 000 dollars à AES, une entreprise locale qui propose des systèmes d'irrigation à énergie solaire aux petits exploitants agricoles. Il en a résulté une augmentation de la productivité agricole, une meilleure utilisation de l'eau, une hausse des revenus des familles d'agriculteurs et une meilleure résilience climatique.

En Afghanistan, l'UNCDF s'est associé au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Fondation afghane de garantie du crédit pour débloquent 5,5 millions de dollars de capitaux privés au bénéfice des micro-, petites et moyennes entreprises. Cela a été rendu possible grâce à un mécanisme de garantie de l'UNCDF d'un montant d'un million de dollars, apportant ainsi un soutien vital dans un pays où moins de 3 % des entreprises ont accès au crédit formel.

Au Zimbabwe, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la réalisation des objectifs de développement durable, l'UNCDF a amorcé le premier fonds national pour les énergies renouvelables du pays en apportant 8 millions de dollars (voir l'encadré page 28). Ce capital de départ, associé à une assistance technique, a eu un effet catalytique qui a permis d'attirer des millions de dollars supplémentaires provenant d'investisseurs privés.

En Tanzanie, l'UNCDF a soutenu l'émission de la première obligation verte infranationale d'Afrique de l'est axée sur l'eau (voir l'étude de cas en page 22). Structurée avec l'aide de l'UNCDF, la Tanga Water Infrastructure Bond a levé plus de 20 millions de dollars, dont 65% provenant d'investisseurs nationaux. Elle est aujourd'hui cotée à la Bourse du Luxembourg. Le modèle est déjà reproduit par d'autres municipalités.

Chacun de ces exemples confirme une leçon essentielle : les financements doivent être adaptés au contexte, agiles et axés sur les secteurs et les régions que la finance conventionnelle continue d'ignorer.

L'UNCDF ouvre la voie au financement commercial

L'UNCDF ne vise pas à remplacer le financement commercial, mais à lui ouvrir la voie. Il s'agit notamment de fournir des incitations fondées sur la performance, des capitaux de première perte et des pipelines d'investissement, tout en bâtissant simultanément des systèmes financiers nationaux à partir de zéro.

En tant que fonds des Nations Unies sans notation, l'UNCDF est particulièrement bien placé pour prendre des risques que d'autres ne peuvent se permettre. Le soutien des États membres, d'institutions philanthropiques et de fondations permet à l'UNCDF de réduire le risque de ses transactions, non seulement pour les investisseurs privés, mais aussi pour les gouvernements et les grandes institutions de financement du développement. Ce faisant, l'UNCDF agit comme un bâtisseur de marchés, et pose les bases de flux de capitaux durables.

Pour atteindre les objectifs de développement durable dans les économies les plus vulnérables du monde, les promesses de financement ne suffisent pas. Ce qu'il faut, c'est un capital adapté et des institutions prêtes à s'engager sur les marchés que d'autres évitent. C'est ce que fait l'UNCDF chaque jour.





📍 Zimbabwe

Impact

Catalyser le premier fonds pour les énergies renouvelables au Zimbabwe:

Débloquer 50 millions de dollars pour une transition verte et équitable

Avec le soutien du fonds commun pour les ODD et en collaboration avec l'UNESCO, l'UNCDF, le PNUD et ONU Femmes, le Fonds pour les énergies renouvelables du Zimbabwe (REF Zimbabwe) crée un marché des énergies renouvelables inédit. Alors que près de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité, l'UNCDF catalyse les investissements dans des solutions à petite échelle et hors réseau délaissées par les acteurs financiers traditionnels. Grâce au financement mixte, REF Zimbabwe

réduit les risques des entreprises en phase de démarrage, soutient les entrepreneurs locaux et permet l'accès à l'énergie dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. C'est ainsi que l'UNCDF opère : là où d'autres voient un risque, nous voyons une opportunité de créer des marchés inclusifs. Le REF Zimbabwe prouve que même dans des environnements fragmentés, un changement systémique est possible.



Amplifier l'impact du système des Nations Unies

“ Si une institution financière internationale accorde des prêts mais fournit également des garanties, et que ces garanties permettent de mobiliser des financements privés à un coût raisonnable pour les pays en développement, nous pouvons multiplier les ressources disponibles pour ces pays.”

— António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, Dialogue interactif informel sur la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir, Assemblée générale, 79^e session | 26 mars 2025

L'UNCDF aide le système des Nations Unies à répondre aux besoins de ceux qui en ont le plus besoin, en soutenant une croissance économique inclusive et un développement qui ne laisse personne de côté.

En s'appuyant sur son mandat unique en matière de financement, l'UNCDF mobilise des ressources nationales et des capitaux privés au travers d'instruments tels que les paiements basés sur la performance, les garanties et les prêts concessionnels. Ces outils permettent d'investir dans des marchés mal desservis, en particulier dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les environnements fragiles.

En étroite collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies

pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial, ainsi que le fonds commun pour les ODD, l'UNCDF complète les efforts déployés au niveau politique en fournissant des solutions de réduction des risques financiers qui soutiennent des pipelines d'investissement alignés sur les priorités nationales. En cela, nous renforçons les environnements nationaux favorables et accélérons le développement durable.

En faisant le lien le fossé entre la politique et l'investissement, l'UNCDF renforce la transparence et l'efficacité du système des Nations Unies dans son ensemble. Cette approche intégrée contribue à la mise en place d'une architecture financière mondiale plus inclusive, qui donne aux pays les moyens de conduire leurs propres priorités de développement et garantit que personne n'est laissé de côté.



📍 Papua New Guinea

Impact

Réduction des risques de financement de l'économie bleue

1 million de dollars pour les entreprises favorables à la protection des coraux

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'UNCDF, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds mondial pour les récifs coralliens (codirigé par l'UNCDF, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement) lancent le mécanisme de garantie du portefeuille de l'économie bleue, afin de lever les principaux obstacles à la croissance de l'économie bleue. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) mettra en place un mécanisme d'incubation des entreprises de l'économie bleue, afin d'accélérer la création de moyens de subsistance durables grâce à des subventions et à une assistance technique. L'UNCDF mettra en place une garantie de portefeuille d'un million de dollars avec la Mama Bank afin de réduire les risques liés aux prêts, et d'accroître les financements abordables pour les entreprises à fort potentiel mais sous-capitalisées, en accordant la priorité aux micro-, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et engagées dans des activités positives pour le corail telles que l'aquaculture durable, l'écotourisme marin et le recyclage du plastique.



Cette initiative constitue un modèle reproductible dans les pays du portefeuille du GFCR, notamment l'Indonésie, le Kenya, les Fidji, les Philippines et les Îles Salomon, démontrant que l'innovation financière inclusive peut favoriser à la fois la prospérité des communautés et la protection de l'environnement.

La Garantie pour l'économie bleue peut transformer le paysage financier des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur maritime en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les entreprises considérées comme trop risquées peuvent ainsi accéder à des solutions de financement adaptées.



Pour chaque dollar
nous **mobilisons quatre dollars**
de financements publics et privés.

\$1

\$4
de capitaux
catalysés

Nous mobilisons

des investissements publics et privés à grande échelle sur les marchés insuffisamment desservis, notamment dans les PMA, les PEID et les contextes fragiles.



Découvrez les initiatives de l'UNCDF à travers le monde.

Cadre Stratégique 2026 - 2029

L'UNCDF intervient là où les autres sources de financement ne peuvent pas encore intervenir.

L'UNCDF déploie des capitaux catalytiques pour absorber les risques sur les marchés émergents et du financement du dernier kilomètre, afin de rendre possibles des investissements qui, autrement, ne verraient pas le jour. Ce faisant, l'UNCDF réduit les risques perçus, établit des références de marché et crée les conditions nécessaires pour mobiliser des financements de plus grande ampleur.

L'UNCDF n'a pas vocation à déployer des capitaux à grande échelle lorsque les marchés arrivent à maturité. Sa mission est de rendre les marchés investissables en premier lieu.

Le modèle de l'UNCDF vise à rendre les marchés fonctionnels en :



intervenant sur des marchés émergents où les risques sont les plus élevés et où les investissements sont encore absents ;



démontrant la viabilité de modèles d'investissement afin de permettre aux institutions financières locales et aux investisseurs de s'engager ;



déployant des instruments catalytiques, notamment des prêts concessionnels, des garanties et des mécanismes de financement mixte ;



mobilisant des capitaux supplémentaires et en ouvrant la voie à des financements de plus grande ampleur.

L'objectif **n'est pas** de se substituer aux financements publics ou privés, mais de **les mobiliser**.

“

“Nous incitons le Fonds d'équipement des Nations Unies à soutenir les pays les moins avancés et nous incitons le Fonds d'équipement des Nations Unies à soutenir les pays les moins avancés et afin de réduire les risques d'investissement et de modifier le profil de risque des marchés en phase de démarrage dans les pays en situation particulière, attirant ainsi des financements provenant du secteur privé et des financements plus importants de la part des institutions de financement du développement et des banques multilatérales de développement.”

Compromiso de Sevilla, para. 33(m).

Le cadre stratégique 2026-2029 de l'UNCDF répond directement à cet appel.

Scannez/
cliquez ici pour
en savoir plus.



Découvrez les partenaires de l'UNCDF

L'UNCDF combine les financements des États membres, des acteurs du secteur privé et des organismes des Nations Unies pour mobiliser des capitaux et catalyser les investissements jusqu'au « dernier kilomètre ».

Nos partenaires représentent une communauté diversifiée de soutiens qui permettent à notre organisation de fournir des financements catalytiques là où ils sont le plus nécessaires. La liste reflète l'ampleur des engagements financiers pris pour soutenir l'action de l'UNCDF, de la part de fondations philanthropiques, d'acteurs du secteur privé, d'organismes des Nations Unies et d'États membres engagés dans la promotion du développement durable des marchés en développement.

États membres



Autre partenaire institutionnel



Investisseurs à impact du secteur privé



Fondations et organisations à but non lucratif



Système des Nations Unies



Découvrez l'équipe dirigeante de l'UNCDF



Alexander De Croo
(Belgique)
Directeur général



Pradeep Kurukulasuriya
(Sri Lanka)
Secrétaire exécutif



Srilata Kammila
(Canada)
Directrice des investissements



Karen Vardanyan
(Arménie)
Directeur financier



Astrid Couzian
(France)
Directrice des opérations



Mita Samani
(United Kingdom)
Directrice des investissements par intérim
Responsable de la programmation stratégique



Maria Perdomo
(Colombie)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région Asie-Pacifique



Omon Ukpoma-Olaiya
(Nigéria)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région de l'Afrique de l'est, de l'Afrique australe et des États arabes



Laura Muñoz Perez
(Espagne)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et des Caraïbes



Kenji Shundo
(Japon)
Chef de la gestion des risques



Anders Berlin
(Suède)
Conseiller en gestion de fonds stratégiques



Marjolaine Côté
(Canada)
Conseillère en relations externes



Ryno Byleveldt
(Afrique du Sud)
Conseiller en gestion de portefeuille d'investissement



Mattias Granqvist
(Suède)
Conseiller en structuration et garanties



Erika Antoine-Souklaye
(France)
Conseillère en communication stratégique



Mohammad Abbadi
(Jordanie)
Conseiller en structuration et instruments financiers



Lacy Kilraine
(États-Unis)
Responsable des ressources humaines



Alan Fox
(États-Unis)
Conseiller principal pour l'impact, la mesure, la vérification et l'apprentissage (IMVL) par intérim



Xiang Yu
(Chine)
Conseillère en services financiers aux entreprises



Vera Kirienko
(Kirghizistan)
Responsable assurance et efficacité opérationnelles



Fabrizio Cometto
(France)
Conseiller en services d'investissement



Faten Bokri
(Tunisie)
Responsable de l'Unité d'appui à la gestion des programmes



John Cambiotis
(États-Unis)
Responsable de l'Unité de la transformation numérique et de l'innovation

Le Secrétaire exécutif relève du Directeur général, qui exerce également les fonctions d'Administrateur du PNUD.

Préparer

les marchés pionniers et de dernier kilomètre à l'investissement

À propos de l'UNCDF

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) mobilise et catalyse une augmentation des flux de capitaux pour des investissements ayant un impact sur les ODD dans les États membres, en particulier les pays les moins avancés, contribuant ainsi à une croissance économique durable et à une prospérité équitable.

En partenariat avec des entités des Nations Unies et des partenaires de développement, l'UNCDF propose des solutions de financement mixte modulables afin de favoriser un changement systémique, d'ouvrir la voie au financement commercial et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous accompagnons le développement des marchés en permettant aux acteurs d'accéder au financement dans des environnements à haut risque grâce au déploiement d'instruments et de mécanismes financiers, et de conseil.

Visitez

uncdf.org/fr

Suivez-nous

